Le budget—M. Cullen

Le ministre pourra réfuter cette allégation en prétendant qu'il s'agit d'un incident isolé, mais comment faire, selon lui, dans ce ministère pour s'assurer qu'on ne dévoilera jamais plus des renseignements confidentiels, notamment sur les jeunes chômeurs d'un bout à l'autre du Canada?

M. Cullen: Tout d'abord, monsieur le Président, je me disassocie de la remarque du député, selon laquelle ce qui est original n'est pas bon et ce qui est bon n'est pas original. Je lui dirai que le budget fourmille de bonnes idées et je suis ravi d'apprendre qu'il l'appuiera, du moins en principe. Il ne se prononcera sans doute pas de la même façon quand certains de ces projets de loi subiront la deuxième lecture.

Le gouvernement soumet ses idées à la discussion générale. Le *Star* de Toronto ne nous paraît pas emballé par le critique des finances du parti du député. Le quotidien titre «Qui Crosbie cherche-t-il à bernier?» et il est fait mention dans l'article des mesures que le député supprimerait ou prendrait éventuellement. Les gens voudraient bien savoir quand on mettra sur pied des programmes. Le député ne peut pas soutenir que le critique des finances de son parti propose véritablement les idées du parti progressiste conservateur. Je n'en ai pas entendu beaucoup jusqu'à présent.

Les conservateurs trouvent le déficit excessif et moi aussi. Je voudrais bien trouver le moyen de le comprimer aussi rapidement que possible sans nuire à l'économie. C'est là un objectif que nous devrions viser.

● (1250)

Pour ce qui est de la divulgation des numéros d'assurance sociale, j'estime qu'on ne devrait pas s'en servir à des fins autres que celles visées à l'origine, soit l'identification des citoyens aux fins du régime de l'assurance-chômage et du régime fiscal. Qu'il s'agisse ici d'un cas isolé ou d'un cas parmi une cinquantaine, ou soixantaine d'autres au Canada, il convient de mettre un terme à cette situation. Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Roberts) nous a expliqué que, lorsque l'affaire lui a été signalée, il a immédiatement ordonné, et c'est tout à son honneur, que l'on cesse de suite cette pratique. On a tort de donner ce numéro à tort et travers et le ministre espère, tout comme moi d'ailleurs, qu'il s'agit là d'un cas isolé. Mais cas isolé ou non, il convient de mettre sur-le-champ un terme à cette pratique.

M. Thacker: Monsieur le Président, je voudrais poser au député de Sarnia-Lambton (M. Cullen) la même question qu'au député de Hamilton Mountain (M. Deans). De nos jours, la proportion des recettes fiscales que l'État consacre au service de sa dette est supérieure à 30 p. 100. Je crois même qu'elle se rapproche des 35 p. 100. Il faut comprendre par là que les particuliers disposant de suffisamment d'argent pour prêter au gouvernement peuvent le faire sans courir le moindre risque. Ainsi, les bien nantis s'enrichissent toujours plus au détriment de leurs concitoyens à revenus moyens. Il y a quelques années, ce taux s'établissait entre 10 et 20 p. 100.

Partant, le ministre nous dirait-il à quel moment il faudra stopper cette tendance à la hausse ou à quel niveau devrions-

nous la rabattre? De toute évidence, elle n'a pas cessé d'augmenter ces dernières années.

M. Cullen: Autrement dit, le député de Hamilton Mountain nous dit qu'en sortant d'une récession qui a fait monter les taux d'intérêt, notre déficit est beaucoup plus élevé que nous ne le voudrions. Qu'il atteigne actuellement 29 ou 31 milliards de dollars, il m'apparaît tout juste maîtrisable. J'espère qu'il ne dépassera pas ce niveau, mais il faut tenir compte d'un certain cycle. A titre d'exemple, si les 12,000 employés d'Inco qui tiraient des prestations d'assurance-chômage retournent au travail, ils auront un revenu imposable et ne dépendront plus de l'État. Par conséquent, l'économie s'en portera mieux et notre déficit baissera nécessairement. C'est ce que je souhaite.

Lorsque j'étais ministre de l'Emploi et de l'Immigration, j'ai fait faire une étude dans le but d'attribuer davantage de crédits aux secteurs qui semblaient en avoir le plus besoin. En 1945, nous consacrons au déficit un pourcentage de notre PNB plus élevé que maintenant. Je pense avoir raison de dire que nous pouvons à peine supporter le déficit.

Naturellement, je voudrais le voir diminuer. La plupart d'entre nous voudrions nous débarrasser de notre hypothèque et ne plus devoir d'argent sur notre automobile ou sur nos meubles. Heureusement que nous étions protégés par un rempart de mesures sociales et économiques appropriées ces quatre dernières années. Vu tout cela, je peux accepter le déficit actuel malgré sa taille, mais nous devons tout faire pour qu'il baisse aussi rapidement que possible sans bouleverser l'économie.

Le problème consiste à savoir comment nous y prendre et dans quel domaine réduire les dépenses. Nous ne voulons pas réduire les pensions de vieillesse ni le montant du supplément de revenu garanti. Nous pourrions peut-être réduire les décaissements au titre de l'assurance-chômage en versant des prestations de 60 p. 100 plutôt que de 66 $\frac{2}{3}$ p. 100. Nous pourrions peut-être réduire un peu le montant des prestations et économiser de cette façon. Je pense cependant que nous devons tous chercher des secteurs où nous pourrions réduire sensiblement les dépenses afin de faire baisser le déficit. Bien entendu, le moyen le plus rapide d'y parvenir consiste à avoir une économie forte parce qu'à ce moment-là les gens travaillent, subviennent à leurs propres besoins et paient leurs impôts et le gouvernement a les moyens de payer pour ses programmes. J'espère pour ma part que nous pourrions aider les femmes de plus de 55 ans qui sont seules. Je pense que c'est là un groupe oublié. Si je devais me concentrer sur une chose, ce serait sur le groupe des femmes âgées de plus de 55 ans qui vivent seules. Nous devrions les aider la prochaine fois que nous aurons les moyens de prendre une nouvelle initiative sociale.

M. Riis: Monsieur le Président, je voudrais poser une question en deux parties au député. Il a dit que le budget aiderait certainement les Canadiens et favoriserait la reprise économique. Peut-il expliquer comment selon lui le fait d'accorder une concession fiscale spéciale aux avocats aidera l'économie ou favorisera la reprise et comment une augmentation de \$200 à \$300 par famille de l'impôt sur le revenu personnel moyen aidera les choses?